GER - KIOSQUE

Polonais purs et durs

A Varsovie, les migrants sont absents, ou presque. A l'approche des législatives du 25 octobre, pourtant, une large partie de la population n'en veut pas. Ici, l'Histoire et la géographie nourrissent l'hostilité à toute notion de métissage.

De notre envoyé spécial **Marc Epstein,** avec **Anna Husarska**

J. OCIEPA/AGENCJA GAZETA/REUTERS

Combien de capitales européennes, de nos jours, ressemblent encore à ça ? Dans le métro de Varsovie, aux heures de pointe, tous les visages sont pâles : la jeune femme et son bébé, l'ouvrier en bleu de travail, l'étudiant penché sur l'écran de son téléphone portable… Chacun d'eux est blanc de peau, comme l'écrasante majorité de ses compatriotes. Et s'ils sont représentatifs de la moyenne nationale, 97 % de ces passagers se diraient catholiques. Dans un pays de près de 40 millions d'habitants, une telle homogénéité est remarquable.

Est-ce là l'explication ? A regarder la télévision, à parcourir les réseaux sociaux sur Internet et à lire les journaux, voilà plusieurs semaines qu'une large partie de la société semble tétanisée par le spectacle de milliers de migrants, venus du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, qui traversent la Méditerranée à bord de canots pneumatiques et échouent sur les côtes de la Grèce ou de l'Italie avant de traverser le continent en train, en autocar ou à pied, attirés par la promesse d'un refuge en Allemagne. Peu importe qu'ils soient des réfugiés fuyant la guerre et la violence, ou des migrants économiques à la recherche d'une vie meilleure. Peu importe qu'ils proviennent de Syrie ou d'Erythrée. Peu importe, surtout, leur absence totale, ou presque, en Pologne. La seule idée à retenir, c'est que les Polonais n'en veulent pas !

Les patrons des magazines hebdomadaires, sentant un filon propice à gonfler les ventes, multiplient les Unes racoleuses : « Que faire quand ils arriveront chez nous ? » *(Polityka)*, « Ils arrivent ! » *(wSieci)*, « Envahisseurs, et non réfugiés ! » *(Do Rzeczy)*. Accusée d'avoir cédé aux demandes de l'Union européenne en acceptant l'arrivée de quelques milliers de réfugiés, la Première ministre, Ewa Kopacz, a été représentée, dans un photomontage, vêtue d'une burqa et d'une ceinture d'explosifs.

« Ce déversement de haine me ramène vingt ans en arrière »

« Je n'ai jamais entendu autant de remarques racistes », confie Ahmed, un Egyptien installé depuis sept ans à Varsovie en toute légalité. Même des Polonais aux origines 100 % polonaises, mais qui ont le malheur d'avoir une peau vaguement mate, se plaignent d'être apostrophés dans la rue : « Rentre chez toi ! » « Ce déversement de haine me ramène vingt ans en arrière, confie Robert Biedron, maire et ancien député ouvertement gay. A l'époque, les insultes visaient les homosexuels. C'est irrationnel, mais la plupart de mes compatriotes s'expriment ainsi, sans se poser de questions, avec les tripes. » Le pays de Copernic serait-il devenu fou ?

« Nous ne ressemblons pas à l'image caricaturale qui est faite de nous, tempère Krzysztof Stanowski, président de la Fondation Solidarnosc, qui défend les droits de l'homme et promeut la démocratie à l'étranger. La prétendue homogénéité de la population, par exemple, est un mythe récent. La Shoah et l'expulsion de minorités allemandes, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont abouti à cette "pureté" raciale. Et le régime communiste a

GER - KIOSQUE

REJET A Cracovie, le 12 septembre, manifestation pour dénoncer l'« islamisation de l'Europe ».

beaucoup joué sur ce sujet à des fins de propagande. »

Depuis la chute du bloc soviétique, en 1989, les Polonais ont été parmi les premiers à bénéficier de l'ouverture des frontières : par millions, des jeunes se sont précipités à Londres et à Dublin, en particulier, à la recherche d'emplois et d'opportunités. Mais cette ouverture sur le monde, amplifiée par l'adhésion du pays à l'Union européenne, en 2004, n'a guère fait évoluer les mentalités. Selon une étude récente du Centre de recherche sur les préjugés, un institut de l'université de Varsovie, 80 % des Polonais affirment qu'ils n'ont jamais rencontré un musulman, mais 73 % ont une opinion négative à leur sujet.

« Pour nombre de mes compatriotes, l'homogénéité ethnique de la population apparaît comme un acquis positif qu'il faut veiller à préserver, souligne Konstanty Gebert, journaliste influent. Ils y voient une reconnaissance des souffrances endurées. Dans cette région de l'Europe, la terre est gorgée du sang et de la sueur de nos ancêtres : ils se sont battus et beaucoup sont morts afin que les générations suivantes puissent vivre dans un pays qui leur ressemble ; nous avons désormais, collectivement, une sorte d'obligation envers eux. De manière consciente ou non, une large partie de la population estime que c'est à nous de défendre cela. » Les voyages et la découverte de l'Europe ●●●

••• occidentale ne changent rien, ajoute Gebert : « Nous sommes tous allés à Londres, bien sûr. Le multiculturalisme britannique, c'est sympa ! Tous ces Indiens, Africains et Slaves qui se comportent comme s'ils étaient chez eux, c'est rigolo ! Mais la plupart des Polonais y voient le signe, sans toujours oser le dire, que le Royaume-Uni est en pleine dégénérescence, alors que leur pays, lui, est en plein essor. Hongrois, Tchèques et Slovaques ont le même point de vue, pour des raisons historiques semblables : tous ces peuples sont attachés à l'Union européenne et savent ce qu'ils lui doivent, mais ils veulent être "chez eux" dans leur pays. Pour un Polonais, par exemple, ce n'est pas aux Français de lui dire de séparer l'Eglise et l'Etat : "C'est mon Eglise !" »

Sociologue à l'université de Varsovie, Maciej Gdula est d'accord : « Non seulement la Pologne se rêve en rempart européen et chrétien à l'Est, explique-t-il, mais elle estime que son devoir est de protéger l'Europe contre elle-même. » Pas étonnant, dans ces conditions, que la Pologne n'ait jamais été un pays accueillant pour les réfugiés : l'année dernière, seuls 732 étrangers ont bénéficié de ce statut et 2 000 demandes supplémentaires ont été rejetées.

AGRESSIF Un hebdomadaire de droite dépeint Ewa Kopacz, chef du gouvernement, en burqa et préparant « un enfer sur ordre de Berlin ».

Berlin accusé d'avoir initié la crise migratoire

Selon le ministère de l'Intérieur, 135 Syriens se seraient rendus en Pologne entre le 1er janvier et la fin du mois d'août ; tous, sauf deux ou trois d'entre eux, seraient partis en Allemagne. « Ici, ils reçoivent une petite somme d'argent, insuffisante pour se nourrir et se loger, précise Agnieszka Mikulska-Jolles, de la Fondation Helsinki, une ONG de défense des droits de l'homme. Beaucoup sont installés dans des camps, isolés au milieu de la campagne. J'ai rencontré des Tchétchènes, traumatisés par la guerre, que l'Etat polonais a aménagés à deux pas d'une base militaire : toute la journée, ils entendent des explosions sur le champ de tir voisin… »

A quelques semaines des législatives du 25 octobre, le leader conservateur de l'opposition, Jaroslaw Kaczynski, dénonce l'arrivée prévue de quelque 5 000 réfugiés supplémentaires, comme le gouvernement centriste s'y est engagé lors du Conseil de l'UE, le 22 septembre dernier à Bruxelles. Grand admirateur des méthodes musclées de Viktor Orban, le Premier ministre de la Hongrie, il séduit d'autant plus par son discours que c'est Berlin, l'ennemi historique, qui est accusé d'être à l'origine de la crise migratoire en Europe. « Qui a créé l'aimant pour attirer les migrants économiques ? » demandait Kaczynski, le 16 septembre, à la tribune de la chambre basse du Parlement. « C'est l'Allemagne ! Et c'est leur problème. […] L'Union européenne nous verse des fonds, certes, mais les grands pays européens en profitent pour s'attribuer un pouvoir d'ingérence important. Or nous avons le droit de nous défendre quand d'autres diffament le nom de la Pologne. Ne pas se défendre est une honte, un scandale, une erreur politique ! » Selon les derniers sondages, le parti populiste de Kaczynski, le PiS (Droit et justice), jouirait du soutien de quelque 35 % des électeurs, contre 25 % pour la Plateforme civique, la formation centriste de la chef du gouvernement.

Dans son appartement rempli de livres, Konstanty Gebert, la soixantaine, se dit amer. « Je crains que, pour une fois, l'Europe centrale ne devienne une région pionnière. Venu de la gauche, comme Viktor Orban, Jaroslaw Kaczynski prétend nous expliquer que la nation est en danger si nous laissons saper les valeurs nationales. L'un et l'autre affirment qu'il faut soutenir les valeurs traditionnelles, l'Eglise, ou encore l'identité ethnique afin de sauvegarder la nation. Mais ils ne sont pas les seuls. Voyez le Front national de Marine Le Pen, le parti des Vrais Finlandais, l'Ukip britannique… Tous ces mouvements sont minoritaires, mais ils ont le vent en poupe. Et aucun autre discours ne s'offre aux électeurs : l'utopie européenne est en panne. Ma génération observe tout cela avec incrédulité et pas mal d'inquiétude. A l'époque communiste, nous avons combattu pour nos libertés. Les jeunes veulent refouler les réfugiés, poser des barbelés à la frontière, rendre impossible la traversée de la Méditerranée. Mais nous, les anciens de Solidarnosc, nous savons qu'un gouvernement capable de mener une telle politique ne s'arrêtera pas là. Un jour, ils nous casseront la gueule, à nous. » Et ce jour-là, il sera trop tard. • **M. E.**

« Aucun discours autre que celui des extrémistes ne s'offre aux électeurs : l'utopie européenne est en panne »